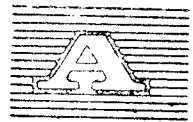


NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.2/L.1467
19 novembre 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Madagascar : projet de résolution*

Conférence sur la coopération économique internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2626 (XXV) du 24 octobre 1970 sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974 sur la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et 3362 (S-VII) sur le développement et la coopération économique internationale,

Notant que la Conférence sur la coopération économique internationale se tient à Paris avec ____ participants qui représenteront les intérêts respectifs des pays en développement et des pays développés à économie de marché,

Consciente du fait que la future Conférence sur la coopération économique internationale examinera des questions qui sont d'importance universelle et affectent les intérêts de la communauté internationale tout entière,

Considérant que le programme de travail proposé pour la Conférence sur la coopération économique internationale, ainsi que les résultats qu'elle produira, auront une influence directe ou indirecte sur les activités de coopération économique internationale et de développement en cours dans le système des Nations Unies,

* Ce projet de résolution est présenté par la délégation de Madagascar au nom du Groupe des 77.

Tenant compte de la nécessité d'établir un lien entre les décisions de politique générale adoptées dans le système des Nations Unies et celles dont pourra convenir la Conférence sur la coopération économique internationale,

1. Prie les gouvernements participant à la Conférence sur la coopération économique internationale de faire en sorte que leurs délibérations et décisions soient compatibles avec les principes et décisions de politique générale adoptés aux Nations Unies, en particulier ceux qui ont trait à l'instauration du nouvel ordre économique international;

2. Prie la Conférence sur la coopération économique internationale de communiquer des rapports à l'Organisation des Nations Unies pour que l'Assemblée générale les examine à sa trente et unième session;

3. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de soumettre à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport concernant sa participation à la Conférence sur la coopération économique internationale;

4. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et tous autres chefs de secrétariat d'institutions spécialisées d'apporter leur concours actif aux participants à la Conférence sur la coopération économique internationale.
